

## Jean-François Draperi : « En voulant faire le bien, le business

Alors que la vénérable *Revue internationale de l'économie sociale (Recma)* qu'il dirige depuis 25 ans s'apprête à fêter son centenaire et que lui-même se prépare à passer la main, Jean-François Draperi aurait pu décider d'aller cultiver son jardin. Il a préféré prendre sa plume pour alerter le monde coopératif du risque de hold-up auquel il doit faire face de la part d'un business social au visage a priori sympathique... qui ne serait autre que celui du 4<sup>e</sup> âge du capitalisme. Attention, polémiques et débats en vue !

**Ce livre, *Ruses de riches*, est un réquisitoire qui rompt avec le ton de vos précédents ouvrages. Pourquoi ce livre maintenant ?**

**Jean-François Draperi** : C'est vrai que je n'aime guère la critique pour la critique et que je crois avoir toujours écrit dans une logique constructive. Cependant, même lorsqu'on construit, la fondation repose toujours sur un « esprit critique » qui était cher à Charles Gide. J'ai voulu étudier la mutation économique à laquelle nous assistons aujourd'hui parce qu'elle est d'une nature qui me semble nécessiter une refondation coopérative. Ce livre est un signal d'alarme.

**Que représente l'entrepreneuriat social apparu il y a moins de vingt ans ?**

Il m'est vite apparu qu'il pouvait constituer la première offensive de l'économie capitaliste pour pénétrer l'économie sociale. Je l'avais du reste évoqué en 2010 dans un article qui avait suscité pas mal de réactions <sup>(1)</sup>. Il était nécessaire d'approfondir cette question. De fait, l'entrepreneuriat social n'est pas un phénomène mineur qui ne questionnerait que la seule économie sociale, il est l'expression d'une nouvelle forme, globale, de l'économie capitaliste. Après le capitalisme commercial qui émerge au XVI<sup>e</sup> siècle, après le capitalisme industriel qui triomphe au XIX<sup>e</sup>, après le capitalisme financier de la fin du XX<sup>e</sup>, ce que nous voyons émerger aujourd'hui constitue une nouvelle étape et une nouvelle forme du capitalisme. Sa forme est celle où le capitalisme prend le lien social pour marché. Il se prétend humanitaire, philanthropique ou social

parce qu'il s'intéresse aux activités sociales ou environnementales. L'étape qu'il définit reste très articulée avec le capitalisme financier puisque ce sont souvent les milliardaires qui ont fait fortune dans celui-ci qui, via leurs fondations et leurs fonds, investissent dans le business social tout comme ils ont investi dans la finance. J'ai voulu faire une analyse critique de ces évolutions récentes du capitalisme pour prévenir les coopératives.



**En quoi ce phénomène vous semble-t-il menacer l'économie sociale et le Mouvement coopératif en particulier ?**

C'est une menace très sérieuse, qui est de nature à détruire ou dénaturer l'économie sociale historique, non seulement les associations mais aussi les coopératives. Les acteurs de l'économie sociale ne sont pas (encore) menacés dans leurs statuts mais ils le sont dans leur essence. Le fond du problème est le suivant : les multinationales ont évalué le marché des pauvres

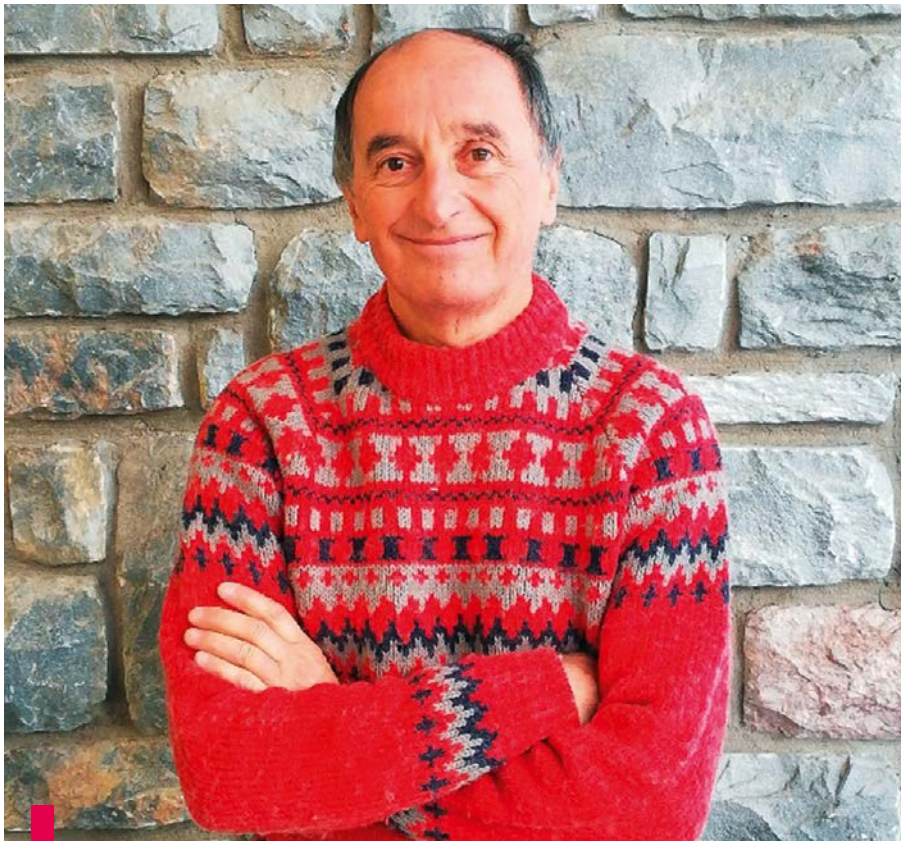
dans le monde à environ 10 000 milliards de dollars par an, à comparer au marché du luxe qui fait moins de 300 milliards. Quand ils annoncent qu'ils font le bien, cela signifie qu'ils investissent dans le traitement de la pauvreté. Ce peut être par la vente de produits ou services ou par la captation des fonds publics dédiés à la question sociale.

Or les entreprises de l'ESS s'appuient sur le lien social (ce sont toujours des regroupements de personnes) et elles travaillent à le renforcer, doublement : par la participation à l'activité, qui en est le volet économique, et par la vie démocratique, qui en est le volet politique. En France où l'essentiel du social est aux mains d'associations, celles-ci sont devenues un marché pour les entrepreneurs du business social. Après elles, ce sont les Coopératives d'activité et d'emploi (CAE) et les Sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) qui me paraissent les plus menacées. Lorsque, par exemple, une Scic fait rentrer dans son capital un fonds d'investissement, il y a à terme, un véritable risque pour le projet initial et la vie coopérative. C'est en ce sens qu'il y a menace : l'entrepreneuriat social est le moyen par lequel les riches s'emparent de nouveaux marchés. Et la prochaine cible pourrait très bien être les coopératives.

**Face à ce que vous appelez un « hold-up » possible, que préconisez-vous ?**

Je continue à penser que la seule alternative non violente au capitalisme est la coopération. On entend « statut ne fait pas vertu ». Certes, mais c'est un peu court. Les statuts coopératifs sont nécessaires

# social détruit le lien »



Jean-François Draperi.

et insuffisants. Ils sont nécessaires pour éviter que les richesses produites soient captées par les possesseurs des capitaux. Pourquoi les entrepreneurs sociaux choisissent-ils le statut de SAS? Politiquement pour ne pas avoir à faire face à la gouvernance démocratique et économiquement pour pouvoir lever des fonds. Avec ou sans la bénédiction du fondateur, les fonds d'investissement prennent ensuite le pouvoir lorsque l'entreprise est rentable. À l'inverse la coopérative ne peut pas faire l'objet d'un hold-up, en tout cas pas si son sociétariat s'y oppose. C'est en ce sens que les statuts sont insuffisants : encore faut-il les faire vivre, animer la démocratie coopérative ou associative. La clef de la réussite coopérative est l'exercice dynamique de la double qualité des sociétaires.

Les entreprises sociales, par les liens

qu'elles entretiennent avec les multinationales, leurs fondations, leurs fonds d'investissement et leurs cabinets de consultants, ont tissé une alliance avec le capitalisme et le système mondialisé. Une autre voie est possible, celle d'un développement des territoires et de relations interterritoriales, qui s'appuie sur les coopératives et les associations, avec les TPE et les PME et les collectivités territoriales. J'appelle ces territoires des « méso-républiques inter-coopératives ». Là, dans ce projet politique et économique qui dépasse la seule entreprise, réside la réponse possible des coopératives aux entrepreneurs sociaux. □

Propos recueillis par Michel Lulek

<sup>(1)</sup> « L'entrepreneuriat social, un mouvement de pensée inscrit dans le capitalisme » (<https://link.infini.fr/SEvaxVtk>)

## RUSES DE RICHES Une leçon d'économie politique

*Ruses de riches*, le dernier ouvrage de J.-F. Draperi, montre comment une partie de l'entrepreneuriat social – celui que l'auteur nomme business social – est, pour l'économie sociale et solidaire, le cheval de Troie du capitalisme. Loin d'être un « pamphlet » comme l'ont jugé des lecteurs superficiels (ou agacés), le livre, très argumenté, rassemble un nombre important de données, d'exemples et de témoignages pour analyser l'offensive de ces « nouveaux entrepreneurs » qui, après avoir détruit le service public, s'attaquent désormais au champ du social, leur « nouvel Eldorado ». Derrière des mots et concepts sympathiques (écosystème, solidarité, alternative, entreprise libérée, gagnant-gagnant, mission, changement d'échelle, ambition, fierté...) avancent en réalité « ceux-là mêmes qui ont le plus largement contribué à déstructurer l'économie "réelle" » et « qui, quelques années plus tard, prétendent résoudre la question sociale. » À coups de philanthropie, de mesure d'impact, d'économie collaborative ou de capitalisme humaniste, l'affaire est de produire et vendre toujours plus de marchandises au nom d'une bonne cause. Conscient de la sincérité et de l'engagement réel de la plupart de ces entrepreneurs, Draperi n'attaque pas ces femmes et ces hommes souvent volontaires qui pensent avoir trouvé du « sens » dans leur travail, mais démonte le système dont ils sont en réalité les rouages. Il montre aussi comment des réponses alternatives existent. Des réponses qu'il va chercher au sein même du Mouvement coopératif, citant en exemple des Scop, des Scic et des CAE. D'une certaine manière c'est d'abord à elles que s'adresse l'avertissement que constitue *Ruses de riches*.

*Ruses de riches, Pourquoi les riches veulent maintenant aider les pauvres et sauver le monde*, éditions Payot, 2020, 336 pages, 19 €.